

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 21 - 25 octobre 2002

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2002/INF/11

26 septembre 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PROGRAMME DE PAYS—LESOTHO (2000–2002)

Ce document doit être lu en parallèle avec le document
“Rapport résumé de l'évaluation à mi-parcours du programme
de pays—Lesotho (2000–2002)” (WFP/EB.3/2002/6/1).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).

RECOMMANDATION AU PAM (NOVEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (SEPTEMBRE 2002)
Services d'appui à la gestion fournis par le bureau de pays		
➤ Le PAM devrait pourvoir aussi rapidement que possible tous les postes vacants au bureau de pays.	Bureau de pays	Le bureau de pays a pourvu à tous les postes vacants et le personnel est déjà à l'œuvre.
➤ Le bureau de pays et le bureau régional devraient élaborer un plan d'action pour remédier aux carences identifiées en matière de contrôle budgétaire et de gestion financière et vendre l'huile végétale qui est en train de se détériorer. Le bureau de pays devrait présenter en temps voulu des rapports sur le plan d'action pour que les services de supervision compétents du PAM puissent le suivre.	Bureau de pays	Le budget du bureau de pays est suivi mensuellement, et nous avons maintenant un aide-comptable à temps plein, qui assure un suivi régulier des dépenses et des encaisses. L'introduction du COAG-SAPint est entièrement faite, ce qui a donné au bureau de pays un meilleur outil lui permettant d'améliorer les contrôles. Le recouvrement du produit de la vente de la vieille huile végétale n'est pas encore fait. Le gouvernement a fait savoir au bureau de pays qu'il a engagé un avocat pour entamer le processus juridique de recouvrement de cette somme. Le contrôle et la mise à jour réguliers des stocks ont également été introduits.
Services d'appui du gouvernement et arrangements de coordination		
➤ Le comité d'examen du programme de pays devrait être réactivé et devrait se réunir régulièrement; le Comité devrait préparer des notes détaillées pour le dossier et un rapport annuel.	Bureau de pays	Le comité d'examen du programme de pays s'est réuni et des notes détaillées ont été préparées pour approuver les activités 1 et 4 du programme de pays. Il a été décidé que ce comité se réunirait tous les six mois, ou autant que nécessaire, pour examiner de nouvelles activités.
➤ Il faudrait, par l'entremise du comité, revoir les arrangements de coordination du programme de pays existants en vue de réduire le nombre de circuits de communication et d'améliorer l'efficacité de la coordination entre les différents ministères et les bureaux du gouvernement.	Bureau de pays	Pour le reste du programme de pays en cours, cette révision est encore en examen. Le Ministère de la planification du développement introduira bientôt des réunions trimestrielles avec l'ensemble des donateurs et des organisations internationales pour examiner l'état d'avancement des activités.
Partenariats et arrangements de coordination avec le système des Nations Unies et les ONG		
➤ Tout futur programme de pays pour le Lesotho devrait être organisé avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.	Bureau de pays	Il n'y aura pas d'autre programme de pays, mais le bureau de pays est tout à fait prêt à assurer l'harmonisation avec le Plan-cadre.



RECOMMANDATION AU PAM (NOVEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (SEPTEMBRE 2002)
➤ Il faudrait étudier les possibilités d'entreprendre des activités conjointes dans les domaines de l'appui aux ménages, de la lutte contre le VIH/SIDA et de l'appui aux jeunes gardiens de troupeau.	Bureau de pays	Ces deux activités seront envisagées dans le cadre de la nouvelle approche-projet.
Ciblage		
➤ Une unité ACV devrait être créée au bureau de pays pour appuyer l'exécution du programme de pays, faciliter la formulation de tout futur programme de pays pour le Lesotho et contribuer à renforcer les capacités ACV nationales.	Bureau de pays	Une mission ACV a récemment visité le bureau de pays et ses recommandations sont progressivement mises en œuvre. Par ailleurs, la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) et le PAM viennent de terminer un bilan de la vulnérabilité, qui fait partie de l'évaluation constante des besoins des zones les plus vulnérables prévue dans le cadre de l'opération d'urgence régionale en cours.
Mise en œuvre des Engagements en faveur des femmes		
➤ Le bureau de pays devrait veiller à ce que les questions liées à la problématique hommes/femmes soit intégrée à tous les futurs contrats opérationnels signés avec le gouvernement dans le cadre du programme de pays en cours.	Bureau de pays	Tous les nouveaux contrats passés avec des partenaires d'exécution et avec le gouvernement contiennent désormais une clause relative à la problématique hommes/femmes. Cette problématique fait également partie du suivi et des rapports périodiques.
Suivi, rapports et obligations réditionnelles		
➤ Il faudrait trouver des solutions concrètes pour régler les difficultés rencontrées en matière de rapports et éliminer les retards dans la présentation de comptes vérifiés.	Bureau de pays	Le gouvernement a recruté une société pour vérifier les comptes des six dernières années. Les commissaires au compte ont terminé leur travail et le bureau de pays devrait recevoir les comptes vérifiés sous peu. Les problèmes relatifs aux rapports sont maintenant pris en compte de manière plus systématique que par le passé, puisque le bureau de pays dispose désormais des effectifs complets requis pour assurer son administration.
➤ Il faudrait établir dans le cadre du programme de pays des rapports ventilés par sexe sur les bénéficiaires des activités.	Bureau de pays	De tels rapports ont été produits et le modèle de rapport a été modifié pour que cette information y figure.





RECOMMANDATION AU PAM (NOVEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (SEPTEMBRE 2002)
Ajustements requis et nouvelles activités possibles		
➤ Activité fondamentale 1: si l'on veut que des quantités suffisantes de produits alimentaires soient disponibles après le 1er janvier 2002 pour les activités d'alimentation scolaire, il faut prendre des mesures d'urgence pour conclure dès que possible un accord opérationnel avec le gouvernement.	Bureau de pays	Le maximum a été fait pour mobiliser les quantités requises pour l'activité 1, mais il reste un déficit. Des contrats opérationnels ont été signés avec le gouvernement en novembre 2001, immédiatement après le passage de la mission d'évaluation.
➤ Activité fondamentale 2: cette activité ne devrait pas être entreprise telle qu'elle et il faudrait étudier d'autres possibilités d'atteindre les enfants de moins de 5 ans. Si les capacités et les ressources disponibles pour les activités de développement sont suffisantes pour entreprendre de nouvelles initiatives et de nouveaux partenariats, l'on pourrait envisager, pour atteindre les enfants les plus nécessiteux, de mener à titre pilote et sur une base communautaire, une activité d'alimentation supplémentaire.	Bureau de pays	Aucune activité n'a été entreprise en application de cette recommandation.
➤ Activité fondamentale 3: cette activité ne devrait pas être exécutée comme prévu par l'actuel programme de pays. Si des capacités de programmation et des ressources suffisantes deviennent disponibles, l'on pourrait envisager une activité pilote de petite envergure pour distribuer des vivres aux ménages qui s'engagent à inscrire et à envoyer les jeunes gardiens de troupeau à l'école. Il faut étudier les moyens d'assurer une étroite collaboration dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, ainsi qu'avec les autres organismes des Nations Unies, comme l'UNICEF.	Bureau de pays	Aucune activité n'a été entreprise en application de cette recommandation.

RECOMMANDATION AU PAM (NOVEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (SEPTEMBRE 2002)
<p>➤ Activité fondamentale 4: cette activité ne devrait pas être exécutée telle qu'elle a été initialement formulée; le bureau de pays devrait continuer d'appliquer la nouvelle approche actuellement envisagée. Dans ce contexte, le bureau de pays devrait finaliser, signer et appliquer dès que possible le contrat opérationnel concernant la version révisée de l'activité fondamentale 4.</p>	Bureau de pays	L'activité 4 a été reformulée et présentée au comité d'examen du programme de pays, qui l'a approuvée. Compte tenu du manque de ressources, sa durée a cependant été limitée.

